



Embrouille et prévoyance en Irak

par Hall GARDNER

A lors que le président George Bush, Sr. était souvent critiqué pour sa prudence et son manque de prévoyance («la vision»), les efforts du président George W. Bush n'ont rien fait pour compenser les insuffisances apparentes du père et ont amené les Etats Unis, le moyen orient et le golfe Persique au bord du désastre.

Plus spécifiquement, lorsque que le président George Bush, Sr. a pris la décision d'expulser Saddam Hussein du Kuwait en 1990-91, il a été fortement critiqué pour ne pas avoir fait «tout le chemin vers Bagdad.» Il semble maintenant que George W. Bush ait voulu compenser le manque apparent de prévoyance de son père (« la vision ») en débarrassant le monde de Saddam Hussein et du régime Baas. Pourtant la décision prise par l'administration Bush de s'engager dans l'intervention «de préemption» sans l'aval de l'ONU ou sans appuis multilatéraux significatifs à décaler le coût financier et géopolitique qui n'a fait qu'augmenter. L'intervention essentiellement unilatérale des Etats Unis possède, des ramifications fortement incertaines, sinon dangereuses pour le golfe Persique le moyen orient et le monde entier.

Dans sa directive 54 de sécurité nationale du 15 janvier 1991, George Bush, Sr , avait opté pour le changement de régime, «si l'Irak se décide à utiliser des armes chimiques, biologiques, ou nucléaires, ou soutient des actions terroristes contre les Etats Unis ou les alliés de la coalition n'importe où dans le monde, ou détruit les gisements de pétrole koweïtiens, l'objectif explicite des Etats Unis sera de renverser l'actuel gouvernement Irakien.» Cependant, le Président Bush, Sr. n'a pas réagit, bien que Saddam Hussein ait essayé de détruire les gisements de pétrole koweïtiens.

Le Président Bill Clinton avait considéré un « changement de régime » par coup d'état, mais avait échoué. Le premier coup a été « planifié » entre 1994-1995 par le congrès national irakien (généralement favorisé par le département de la défense), mais l'administration Clinton a refusé de le soutenir. En 1996, un deuxième coup un peu mieux organisé par l'entente nationale irakienne (généralement favorisée par CIA), s'est soldé par un échec quand les services d'information de Saddam ont exécuté les participants.¹ Dès que l'administration de George W. Bush, Jr. est arrivée au pouvoir, elle a incité d'une manière ardente le « changement de régime », plutôt que de s'engager dans l'endigement à long terme, ou même de s'engager dans des négociations secrètes possibles avec le régime de Saddam Hussein, avec la prétention que l'Irak pouvait ou pourrait posséder des armes de destruction massive .

L'administration de George W. Bush s'est convaincu par ses propres arguments que la population irakienne dans l'ensemble souhaiterait la bienvenue aux « libérateurs » et que l'Irak libéré servirait de balise pour libérer tout le moyen orient, sans oublier l'accès à une pléthore de pétrole de haute qualité et à coût réduit. À l'aube de l'intervention des Etats Unis en Irak, les néo-conservateurs américains ont eu apparemment un plan secret pour privatiser les gisements du pétrole de l'Irak, et augmenter la production de pétrole afin d'affaiblir l'Opep. Ironiquement, les compagnies pétrolières multinationales américaines s'étaient opposées a cette stratégie. Ces dernières auraient préférées créer une nouvelle compagnie pétrolière nationale irakienne qui servirait les intérêts des Etats Unis, et qui oeuvrerait avec l'Opep. Les craintes que l'administration Bush avait projeté de privatiser l'industrie pétrolière irakienne ont aidé à enflammer la situation.²

L'idée même que les Américains seraient traités en « libérateurs » a souligne toute la nature exagéré de « la vision » (the « vision thing ») de George Bush, Jr., en contraste avec le père. Là où le père avait pu errer du côté du réalisme et de la prudence, le fils lui erré du côté de l'arrogance et des neo-conservateurs.

Il est maintenant clair, en dépit de quelques semblant d'assurances de la part de certains fonctionnaires de l'administration, que peu de réflexion ait été donnée à la planification de l'après-guerre, et que les avertissements de nombreux experts de Washington (et du département d'état lui-même) ont été ignorés. Certainement l'intervention militaire a été rapidement exécutée, et a causé moins de « dommages

collatéraux» que prévues. Certaines des crises de réfugié qui avaient été prévues ne se sont pas matérialisées, comme les crises humanitaire ou les grandes épidémies. Il était, cependant, clair à l'heure de l'intervention que des forces suffisantes n'avaient pas été déployées pour couvrir toutes les éventualités possibles et pour décourager ainsi les menaces potentielles et rassurer la population générale. Même le général Jay Garner (Directeur de la Reconstruction et de l'Assistance Humanitaire avant L. Paul Bremer) a admis par inadvertance à la mi-Mai 2003 que la planification pour la reconstruction de l'après- Saddam était «une opération *ad hoc*, et avait été 'collée' dans un laps de temps, quatre ou cinq semaines au maximum.»

Une fois que Washington a décidé d'intervenir dans l'argument (faux) qu'aucune autre option n'était vraiment possible, il a fallu aller jusqu'au bout et fournir suffisamment de militaires et de policiers pour garantir la stabilité de la région, et protéger non seulement les puits de pétrole mais aussi les vies, les complexes gouvernementaux, ainsi que les trésors archéologiques, etc..

À cet égard, l'administration Clinton avait au moins prévu ce qui était nécessaire pour sécuriser l'Irak, si elle avait pris l'option de l'intervention militaire (de préférence avec un mandat des Nations Unis). Le Général Zinni a dit, «quand (il) était le commandant de CENTCOM, nous avions un plan pour une invasion de l'Irak, et il y avait des nombres spécifiques. Nous avons voulu y aller avec 350.000 à 380.000 troupes. Vous n'aurions pas eu besoin de beaucoup de gens pour vaincre la garde républicaine, mais nous en aurions eu besoin pour l'après guerre. Nous avons toujours su que nous nous trouverions dans une situation où nous avons complètement déraciné un gouvernement autoritaire et devrions geler la situation : garder le contrôle, maintenir l'ordre, fournir la sécurité, sceller les frontières pour en empêcher l'entrée aux terroristes.»³

Cependant une fois que l'administration Bush, Jr. est intervenue, elle ne s'attendait pas du tout à être confrontée à un tel niveau d'insurrection, en partie étant donné que les forces irakiennes avaient au début montrées si peu de résistance—en dépit de nombreux avertissements. En plus de l'insurrection sunnite baasistes, les Etats Unis et les forces de la coalition doivent maintenant faire face simultanément à *Al-Qaida*, *Ansar Al-Islam* et à l'infiltration iranienne en l'Irak. Ces groupes (selon l'intelligence irakienne, qui peuvent compter

au moins 40.000 combattants actifs et avec environ 200.000 supporters militants) et cherchent non seulement à perturber le processus électoral, mais prévoient finalement d'expulser les forces de la coalition.⁴

Un grand nombre d'organisations tels que *Al-Qaida* ont obtenu leur formation en combattant l'Union Soviétique en Afghanistan. La prochaine génération de militants Islamiques semblent avoir acquis leur expérience en combattant les Etats-Unis en Irak.⁵⁵

Tandis que les Etats Unis se concentraient sur la recherche d'armes de destruction massive, qu'elle ne pouvait pas trouver, ils ont totalement ignoré la sauvegarde des armes de destruction conventionnelle. Pas moins de 350 tonnes d'explosifs ont été volées d'un emplacement que l'AIEA avait sous surveillance avant l'intervention des Etats Unis. On assistera à des vols d'autres formes d'armements conventionnels dans d'autres emplacements dans l'ensemble de l'Irak.

Il est possible qu'un grand nombre d'éléments du parti Baas n'aurait pu rejoindre la résistance, si les Etats Unis n'avaient pas purgé le parti Baas en 2003. Pourtant la démonisation de tous le parti Baas (et pas seulement de ces individus accusés de crimes de guerre) par les administrateurs des Etats Unis a été alors suivi par l'élimination du parti Baas de l'ancien régime en 2003. Ceci a eu pour conséquence le déplacement des membres fortement qualifiés du parti Baas, des fonctionnaires de sécurité, des officiers militaires et des professeurs (environ 450.000-500.000) de leurs postes précédents, et a exacerbé l'insurrection.⁶ En octobre 2003, les Etats Unis ont pris des mesures pour essayer de re-intégrer les ex-Baasistes dans les nouvelles forces de l'armée et de police irakienne, mais même ce fait n'a pas encore aidé à mettre fin à la guérilla et à casser « l'alliance » récemment forgée entre les anciens Baasistes et les extrémistes Islamiques.

Les politiques de l'OTAN avaient été également divisés concernant la formation des soldats et de la police Irakienne et de ce fait affaiblissaient considérablement leur rôle relatif au développement d'une force armée efficace. Les adversaires de la guerre (la Belgique, la France, l'Allemagne, la Grèce, le Luxembourg, et Espagne après l'attentat terroriste du 11 mars 2003) ont déclaré qu'ils préféraient coopérer directement avec un gouvernement irakien dont la légitimité était perçue. Pourtant même le Conseil national irakien (certains de ses membres ont été récemment accusés de corruption) a énergiquement protestées

en novembre 2003 le déploiement de 10.000 troupes turques en Irak pour la préservation de la paix, excepté au Kurdistan Irakien. Un tel déploiement aurait pu provoquer l'Irak ou la Syrie à intervenir, ou même soulever des craintes d'invasion turque. Il faut remarquer qu'une simple connaissance culturelle et historique de la région n'aurait jamais permis une telle proposition. Les Anglais avaient prétendu «libérer» l'Irak de l'empire Ottoman en 1917; en le plaçant sous le contrôle du Roi Faysal, qui, à son tour, s'est engagé à supprimer les Shiites et les Kurdes avec l'aide militaire de l'Angleterre. Les Américains sont en train de décomposer les structures socio-politiques établies précédemment par la Grande-Bretagne.

Les Etats Unis y ont détenu plusieurs milliers de criminels de droit commun, soupçonnés coupables de crimes contre la coalition, parmi eux certains chefs de l'insurrection. Les sévices et la torture de prisonniers dans la prison d'*Abu Ghurayb* ont choqué l'opinion mondiale. Une fois que les activités des Etats Unis étaient exposées dans la presse internationale, elles visaient principalement à humilier les prisonniers en employant des méthodes qui ont déshonorées et ont dégradées les valeurs de la culture d'Islamique. Un tel comportement indigne de la part du personnel militaire des Etats Unis de bas rang (toléré, si non incité, par des individus aux échelons les plus élevés du gouvernement américain) a sérieusement miné la crédibilité de la conduite américaine en général, à plus forte raison aux yeux de ceux pour lesquels les Américains ont prétendu combattre. Ceci reste vrai même si de telles actions n'étaient pas du tout identique à la torture et aux exécutions pratiquées par Saddam Hussein (qui avait détenu 50.000 personnes dans la même prison). La situation se complique par le fait que les prisons irakiennes sont tenues par les mêmes personnes utilisant les mêmes techniques.⁷

Avec l'incapacité des Etats Unis à soutenir une parcelle de stabilité domestique dans l'Irak de l'après-guerre, de telles actions, combinées avec l'administration Bush qui affirme que les Etats Unis ne sont pas entièrement assujetties à certaines clauses de la convention de Genève, indiqué les doubles normes de la «haute route morale» que les néo-conservateurs américains avaient proclamée comme justification politique et morale de l'intervention dite «préemptive» en Irak.

Des estimations crédibles évaluent à environ 100.000 le nombre de civils directement ou indirectement tués depuis le début de

l'intervention datant de mars 2003 (estimations qui n'ont pas inclus le nombre de morts après le siège des Etats Unis sur la forteresse sunnite Baasiste de Fallujah en novembre 2004) sont très inquiétantes.⁸

À cet égard, Washington, avec approximativement 150.000 troupes en Irak (dont beaucoup sont des réservistes), semble pris dans le sable mouvant dans lequel il sera très difficile de se dégager, en dépit des efforts pour changer la face du conflit en le laissant aux mains des Irakiens.⁹ En janvier 2005, l'armée des Etats Unis opérait sur la prétention que le nombre de troupes américaines en Irak atteindrait un minimum de 100.000 hommes et ceci jusqu'en 2006. Une partie des \$80 milliards demandés par l'administration Bush serait alors employée à établir des bases militaires plus permanentes en Irak, chose probable, mais pas nécessairement correcte, en échange, le nouveau gouvernement irakien élu permettrait une présence militaire américaine à long terme. (Le bureau congressionnel du budget (Congressional Budget Office) a estimé que la guerre en Irak et d'autres opérations militaires contre le terrorisme pourraient coûter un excédent de \$285 milliards pour les 5 années à venir.)

Sans attention concertée, il y a une réelle possibilité que la guerre civile en Irak (qui déjà fait rage entre les factions ethniques et religieuses rivales, les nombreuses mafias, ainsi que les militants Islamiques étrangers) puisse croître, ayant pour résultat des interventions par les états régionaux. Si l'Irak ne doit pas glisser vers une guerre civile, il est fortement probable que les Etats Unis et ses alliés resteront en Irak pendant au moins une décennie. Il est peu probable qu'une force de plus en plus internationalisée, conduite par les Nations Unies puisse être déployée si l'on considère les différences fondamentales entre américains et européens. Comme l'a affirmé le Général Wesley Clark, «ajouter plus de troupes ne sera pas la clef du succès.»¹⁰

Au lieu de réaliser «un modèle fédéral» démocratique stable comme promis mais certes idéalisé par Washington, un type différent de gouvernement «communautaire» ou «théocratique» pourrait émerger à long terme. En examinant tous ces paramètres, la paix, la reconstruction sociale et la réconciliation de l'Irak, semblera bien plus distante. Les promesses de Washington établissant une nouvelle forme «de fédéralisme démocratique» menacent ainsi de se dégénérer en «chaos communautaire» basé sur des normes tribal, ethnique, religieuses et mafieuse, en opposition à des critères politiques plus séculaires.¹¹

Il s'avérera par conséquent être un défi surhumain pour ce gouvernement «démocratiquement élu,» et ce régime «modérément» islamique, plus ou moins pro-Américain, pour réussir. Il sera nécessaire de lutter contre la corruption dans l'autorité transitoire,¹² de supprimer l'influence iranienne et radicale parmi les Shiïtes, de limiter l'autonomie dite «relative» pour les Kurdes de faire face a leurs réclamations, y compris leurs demandes persistantes de gérer les gisements pétroliers de Kirkuk. Il est aussi essentielle pour la paix et la sécurité du pays d'obtenir le soutien des Sunnites et d'autres factions, tel que les Chrétiens, aliénés par l'intervention américaine, alors que des activités terroristes sont efficacement étouffées, sans toutefois « damage collatéral » significatif.

En outre, si l'Irak «démocratique» peut finalement obtenir l'indépendance nominale, il est fortement probable que le nouveau gouvernement prendra ses distances vis-à-vis de la politique économique américaine, et cherchera une autre solution afin de réduire, ou si possible annuler, ce qu'il considère être des dettes «odieuses.»¹³¹³

Le club de Paris a accepté d'amortir une partie de la dette de l'Irak dans trois étapes. Les 30 premier pour cent, s'élevant à \$11,6 milliards, doivent être amortis sans réserve. Des 30 deuxième pour cent de réduction seront fournis «dès qu'un programme standard de Fonds monétaire international sera approuvé.» On accordera une réduction finale de 20 pour cent «sur l'accomplissement du dernier examen de conseil de FMI de trois ans de l'exécution des programmes standard de FMI.»

Le nouveau gouvernement voudra aussi influencer l'Opep en augmentant les prix du pétrole pour faire face aux coûts massifs de la reconstruction politique, sociale et économique...

Une situation si complexe et si dangereuse exigera de la part des Etats Unis et de ses alliés des qualités réelles de « prévoyance » et « la vision » qui jusqu'à présent ont bien manqué à Washington.

Hall Gardner
professeur et directeur des Etudes Internationales
American University of Paris



NOTES

- (1) Un grand merci a Marie-Ange Anglow et Isabel Gardner
- (2) Voir, Liam Anderson, Gareth Stansfield, *The Future of Iraq* (Palgrave, 2004), 95-96; Robert Baer, *See No Evil* (New York: Crown Publishers, 2002).
- (3) *BBC News World Edition* (17 March 2005) <http://news.bbc.co.uk/2/hi/programmes/newsnight/4354269.stm>
- (4) Paul Alexander, «*The Generals Speak*» *Rolling Stone* (November 3, 2004). http://www.rollingstone.com/politics/story/_/id/6593163?pageid=rs.Politics&pageregion=single1&rnd=1101582835921&hasplayer=unknown.
- (5) *Council on Foreign Relations* «*Iraq: The Insurgency by the Numbers*» (6 January 2005). http://www.cfr.org/background/iraq_insurgnum.php
- (6) *National Intelligence Council (NIC)*, «*Mapping the Global Future*» (Washington, DC: CIA, 2004) http://www.cia.gov/nic/NIC_2020_project.html.
- (7) Peyman Pejman «*Iraq: Officials Say U.S. Was Wrong To Dissolve Army, Intelligence Apparatus*» *RFE/RL Reports*, 13 November 2003. <http://www.rferl.org/nca/features/2003/11/13112003184246.asp>.
- (8) *Human Rights Watch* «*The New Iraq?*» January 25, 2005. http://www.hrw.org/_doc?t=mideast&c=iraq.
- (9) *ISN Security Watch* October 29, 2004. <http://www.isn.ethz.ch/news/sw/details.cfm?ID=10046>. 100.000 civils irakiens environ sont morts depuis mars 2003, selon une nouvelle étude par l'école de Bloomberg de la santé publique à l'université de Johns Hopkins à Baltimore. La plupart des décès civiles ont été attribuées aux attaques

par les forces de la coalition, en grande partie sous forme d'attaques aériennes, et la plupart des décès rapportées étaient des femmes et des enfants. Pour une critique de l'étude, see <http://www.casi.org.uk/analysis/2004/msg00477.html>; See also, «*The Lancet Iraq Mortality Survey: The UK government's response is inaccurate and misleading.*» *Cambridge Solidarity with Iraq*, November 1, 2004. L'échantillon de Fallujah avait été inclus, l'évaluation de l'aperçu aurait été d'un excès des environ 298.000 décès, avec 200.000 concentrés dans le 3% de l'Irak autour de Fallujah; <http://www.casi.org.uk/briefing/041101lancetpmos.html>. Voir Council on Foreign Relations «Iraq: The Insurgency by the Numbers,» January 6, 2005. http://www.cfr.org/background/iraq_insurgnum.php

- (10) *Walter Pincus «U.S. Says More Iraqi Police Are Needed as Attacks Continue» Washington Post, September 28, 2004, A23.* Selon Condoleezza Rice, la stratégie de la sortie de l'administration Bush est «directement proportionnelle» à la capacité du pays de se défendre contre des «terroristes» après les élections de 30 janvier 2005.
- (11) General Wesley Clark, voir Paul Alexander, «*The Generals Speak,*» *op. cit.*
- (12) L'ancien inspecteur Scott Ritter d'armes de l'Onu a réclamé que les autorités des Etats-Unis en Irak avaient manœuvré les résultats d'élection. Ceci a été fait pour ramener le pourcentage de la voix reçue par l'alliance irakienne unie de 56% à 48%, de sorte qu'il n'obtienne pas une majorité absolue. «*Scott Ritter Says U.S. Plans June Attack On Iran,*» 21 February 2005. <http://electroniciraq.net/news/>. Même sans telles manipulations politiques, il serait difficile d'empêcher le régime irakien d'encourager les politiques qui peuvent aller à l'encontre des intérêts des Etats Unis dans ses politiques nationale ou étrangères.
- (13) *Global Corruption Report, Part II (2005)* http://www.globalcorruptionreport.org/gcr2005/download/english/corruption_post_conflict_%20rec.pdf

- (14) Le club de Paris a accepté d'amortir une partie de la dette de l'Irak dans trois étapes. Les 30 premier pour cent, s'élevant à \$11,6 milliards, doivent être amortis sans réserve. Des 30 deuxième pour cent de réduction seront fournis «dès qu'un programme standard de Fonds monétaire international sera approuvé.» On accordera une réduction finale de 20 pour cent «sur l'accomplissement du dernier examen de conseil de FMI de trois ans de l'exécution des programmes standard de FMI.» Zaid Al-Ali, «*The IMF and the Future of Iraq*» 08 December 2004. <http://usa.mediamonitors.net/content/view/full/11850/>. Voir also debates demanding a write-off of all «odious debts.» Jubilee Iraq News <http://www.jubileeiraq.org/cgi-bin/mtsearch.cgi?Template=jubileeiraq&search=%22Paris%20club%22>.

